

Les crédits

Notre juriconsulte aura essentiellement le même genre de pouvoirs. Cela peut sembler un peu étrange. L'ancien juge Evans exerce ses fonctions à temps partiel. Il n'a pas besoin d'être là tout le temps. Il s'agit d'une commission d'une personne dont la tâche est assez facile.

Nous avons examiné la situation actuelle au niveau fédéral où le Registre public actuel, dirigé par Georges Tsai, compte une vingtaine de fonctionnaires. Ils s'occupent. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette, mais le temps de parole du député est écoulé. Les deux prochains orateurs se partageront une période de 20 minutes et interviendront chacun pendant 10 minutes.

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): «Il y aura des postes pour les libéraux et les néo-démocrates après que j'aurai été premier ministre durant quinze ans et que j'aurai nommé tous les conservateurs au pays.» Monsieur le Président, cette déclaration empreinte de vantardise a été faite par le premier ministre en 1983. Il faut reconnaître, si l'on se fie aux sondages après seulement neuf années de régime conservateur, que le premier ministre a peut-être déjà de la difficulté à trouver des conservateurs au Canada.

Évidemment, quand il s'agit de faire des cadeaux sous forme de contrats et de nominations pour ses petits amis, le gouvernement est très généreux. Nous, les députés de l'opposition, frissonnons à chaque fois que quelqu'un quitte le bureau du premier ministre, parce qu'il ne s'écoule jamais beaucoup de temps avant que l'on apprenne que des contrats du gouvernement sont adjugés à cette personne ou par son entremise.

On se souvient notamment de l'ancien directeur de la planification stratégique qui avait travaillé au bureau du premier ministre juste assez longtemps pour qu'un contrat de 700 000 \$ soit octroyé à une société qu'il avait fondée. Une fois le contrat adjugé, cet ami des conservateurs s'est empressé de quitter le bureau du premier ministre et de racheter sa participation dans son ancienne société. J'imagine qu'il s'agit d'un des conservateurs auquel le premier ministre faisait allusion.

L'année dernière a été très dure pour un grand nombre de Canadiens, en particulier les 1,5 million de chômeurs et les milliers de petits entrepreneurs qui ont été acculés à la faillite. Il est même arrivé que des gens perdent leur maison parce qu'il leur manquait quelques milliers de dollars à peine.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration aurait peut-être dû modifier sa définition d'un «motif valable» de départ volontaire.

• (1740)

Il aurait dû ajouter le fait d'accorder des marchés à la société pour laquelle on travaille comme motif pour se

retirer des cercles conservateurs à la prochaine série de faveurs politiques.

Il a dû être assez troublant pour les chômeurs de voir se succéder les annonces à la télévision disant que le Canada était le numéro un au monde.

Le Canada doit effectivement être au premier rang pour la publicité politique financée par les contribuables. Apparemment, 21 millions de dollars ont été dépensés pour faire croire aux chômeurs que les politiques du gouvernement n'étaient pas la cause de leur misère. On leur a répété inlassablement le slogan: «Oui, nous pouvons.» Il aurait plutôt fallu dire: «Oui, nous pouvons donner des contrats à des copains conservateurs. Oui, nous pouvons couper l'aide sociale.»

Il n'y a d'argent ni pour les services de santé ni pour l'éducation, mais nous pouvons dépenser des millions en publicité réconfortante à la télévision. Oui, ce gouvernement peut dépenser des millions pour des riens, mais il n'a rien pour les millions, les millions d'assistés sociaux.

Nous ne pouvons pas effacer de notre conscience le fait que, pendant le mandat de ce gouvernement, une société a fait un don énorme au Parti conservateur. En échange, elle a obtenu une garantie de prêt contestable, et de simples mineurs qui travaillaient dur ont perdu la vie au fond d'une mine de charbon.

L'intérêt des Canadiens est-il servi par les dépenses que le gouvernement sanctionne? Il peut toujours y avoir des erreurs si on interprète mal les circonstances, mais, chose certaine, lorsque les dépenses se font dans l'intérêt des partisans conservateurs ou de leurs entreprises, les intérêts des Canadiens sont mal servis.

Nous ne pouvons suivre à la trace tous les amis, partisans et donateurs des conservateurs. Mais l'histoire récente nous montre qu'il faut s'interroger sur les bourdes des conservateurs. Prenons l'exemple de Premium Automotive Tanks.

Les ministres ont pris la parole les uns après les autres pour dénoncer les crapules auxquelles ils avaient fait confiance et qui ont largement puisé dans les coffres de l'État. Il s'agit de prêts garantis et d'allègements fiscaux sur cinq ans, sans compter les 1,2 million de dollars que les Canadiens devront rembourser. Leur investissement sanctionné par les conservateurs a disparu, nous a-t-on annoncé.

Les Canadiens peuvent-ils être certains que la société Premium Automotive Tanks a été financée pour ses produits et non pas pour ses relations? Nous ne le saurons peut-être jamais.

Le premier ministre a dit à un moment donné que le Canada est ouvert au commerce. Nous devons nous demander si ouvert au commerce signifiait que notre pays était mis en vente.